



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2942  
20 décembre 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Cyclone à Mayotte** **Mépris colonial et catastrophe sociale**



MAYOTTE LA FÈRE

**Moyen-Orient**  
**Assad est parti,  
l'impérialisme reste**

Pages 8, 9, 16

**Entreprises**  
**Travailleurs  
en colère**

Pages 10 à 15

**Migrants**  
**Pour la libre  
circulation**

Page 6

**Leur société**

- Bayrou Premier ministre : pour une même politique 3
- Salaires : des augmentations à arracher 3
- Prime de Noël : une goutte d'eau dans l'océan 3
- Mayotte : une catastrophe aux racines sociales 4
- Mépris et cynisme colonial 4
- Maladies professionnelles : le virus, c'est le profit 5
- Arrêts maladie : le capitalisme nuit à la santé 5
- Nestlé-Perrier : escroquerie naturelle 5
- 14 décembre : contre les lois anti-immigrés 6
- Les enfants se trouvent un toit 6
- Réfugiés ukrainiens : des expulsions indignes 6
- Autoroute A69 : juges et politiciens roulent avec les patrons 6
- Éducation nationale : contractuels jetables et corvéables à merci 7
- Rectorat de Lyon : premier recul 7
- Lycée Brassens - Évry : la grève paie 7
- Nos lecteurs écrivent : enfants sans domicile fixe à Toulouse 7
- La CMA CGM et l'État : un amour indéfectible 16

**Dans le monde**

- Syrie : la chute du dictateur n'est pas la libération du peuple 8
- Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah ! 8
- Assad et l'impérialisme, complicité et oppositions 9
- Liban : la population face aux destructions 9
- Syrie-Liban-Gaza : l'État israélien mène une guerre tous azimuts 16
- Mort d'un PDG : ne tirez pas sur le capitaliste ! 16

**Dans les entreprises**

- CGT : quelle politique face aux licenciements ? 10
- Continental AG 10
- Siemens-Gamesa - Le Havre 10
- SNCF 11
- Privatisation de l'Étoile d'Amiens 11
- ACNA - Aéroport de Roissy 11
- Bus FSO 12
- RATP ligne 12 12
- Tram Train - Nantes 12
- DK'Bus - Dunkerque 12
- Michelin - Cholet 13
- Stellantis - Poissy et Douvrin 13
- CPF - Itancourt 13
- Renault - Flins 14
- Valeo - Isère 14
- Iveco bus - Annonay 14
- La Poste - Paris Brune 15
- La Poste - Beauvais 15

**Agenda**

- Fête régionale à Dijon 3

# Tout ce qu'ils méritent, c'est une tempête sociale !

Samedi 14 décembre, un cyclone a ravagé Mayotte. À 8 000 km de Paris, c'est le département le plus pauvre de France. Les bidonvilles et les maisons de tôle qui abritaient un tiers de la population ont été soufflés. Des milliers de morts sont à redouter car beaucoup de sans-papiers ont eu peur de se rendre dans les abris proposés par la préfecture... par crainte d'être expulsés ! Car oui, le gouvernement français, loin de combattre la misère, mène une véritable guerre contre les pauvres qui viennent des îles voisines des Comores.

Malgré l'aide d'urgence apportée par les secours, la population est plongée dans une tragédie. Tous ses problèmes quotidiens vont être décuplés : la misère, les pénuries, les épidémies. Les autorités s'inquiètent de ce qu'elles appellent les « pillages ». Mais qu'elles apportent des vivres, de l'eau, de quoi déblayer et reconstruire des logements, en dur cette fois, et il n'y aura pas de pillage !

« *Le sort s'acharne sur Mayotte* », écrivent certains journalistes. Mais ce désastre n'a pas seulement été causé par la violence du cyclone amplifiée par le réchauffement climatique. Il est le fait de la misère, du sous-développement, du manque d'investissements de l'État dans les infrastructures. L'île manquait déjà de tout : d'eau potable, d'électricité, d'écoles, de moyens sanitaires, de logements décents. Cette année, elle a même été frappée par le choléra.

Mayotte a été séparée des Comores par l'impérialisme français pour lui permettre de garder un pied dans l'océan Indien. Tous les gouvernements qui se succèdent, quelle que soit leur couleur politique, s'enorgueillissent de cet héritage de l'empire colonial tout en maintenant l'île dans un sous-développement révoltant.

Cette façon de traiter Mayotte et les pauvres d'entre les pauvres ne peut surprendre personne. Tout le système capitaliste est ainsi fait : il pille, il exploite et accumule des fortunes dans les poches de quelques-uns en se moquant des femmes et des hommes qui le font prospérer. Et c'est vrai aussi de la population laborieuse ici.

Évidemment, les conditions de travail et de vie à Mayotte et ici ne sont pas comparables. Mais une chose est similaire, c'est le règne du profit, la loi des capitalistes qui tiennent la vie des travailleurs entre leurs mains.

Les travailleurs d'ici ne sont pas menacés par un cyclone dévastateur, mais par une vague de

licenciements et de fermetures d'entreprises qui sera, elle aussi, dévastatrice. Car c'est une condamnation au chômage et à la pauvreté pour des centaines de milliers de travailleurs. Pour des villes et des commerces déjà sinistrés, c'est la condamnation à une mort lente.

Mais pendant ce temps les médias nous saoulent avec le cirque gouvernemental, alors même que tout le monde voit bien qu'il tourne en rond et que les politiciens se fichent de nous.

Aujourd'hui, les gouvernants font mine de s'occuper de Mayotte, mais leur seul et unique souci est de rassurer les marchés financiers. La réalité, c'est qu'ils se moquent tout autant de l'avenir des classes pauvres de Mayotte que de celui des travailleurs d'ici !

Les centaines de milliers de suppressions d'emplois ne sont même pas un sujet pour les politiciens qui nous rejouent, depuis six mois, la même comédie. Alors, ni Bayrou, ni aucun de tous ces politiciens ne méritent qu'on s'intéresse à leurs simagrées.

Pour les classes populaires, rien de bon ne viendra d'en haut, et surtout pas dans cette période de crise du capitalisme. Il dépend des travailleurs, de tous ceux qui sont révoltés par une société aussi injuste, de se battre pour changer leur sort. Rien n'a jamais été donné aux opprimés et aux travailleurs. Tout ce que nous avons obtenu, nous l'avons arraché par nos luttes.

Après Barnier, Bayrou cherche une majorité au Parlement pour nous balader. Mais nous, travailleuses et travailleurs, nous sommes la majorité de la population. La majorité utile et indispensable au fonctionnement de la société. Une majorité qui est capable de se faire craindre de la minorité patronale et de la faire reculer, comme l'ont montré les grandes grèves de 1936 et de 1968, car c'est de nous tous que dépendent leurs profits.

Dans ces moments de lutte, ce ne sont plus les guignols du Parlement ou du gouvernement qui dictent l'agenda politique, mais les travailleurs.

C'est alors que l'on peut faire reculer la rapacité patronale et forcer les actionnaires à prendre sur les profits pour améliorer les conditions de travail et de vie de toute la population. C'est dans la lutte pour renverser ce système capitaliste complètement fou que l'on pourra faire avancer l'intérêt général partout. Ici, à Mayotte, et dans le reste du monde !

Nathalie Arthaud



UIJSC7 SECURITE CIVILE REUTERS

## Bayrou Premier ministre : pour une même politique

Vendredi 13 décembre, après une semaine d'atermoiements, François Bayrou a finalement été nommé Premier ministre.



L'atout principal de Bayrou pour le rôle est d'être resté durant un demi-siècle au centre droit, affirmant que le pays pouvait être gouverné par l'alliance de toutes les bonnes volontés. Il a commencé sa carrière à la fin des années 1970, dans un cabinet ministériel du gouvernement Barre responsable des premiers grands plans d'austérité et du début des attaques contre les travailleurs de la sidérurgie. Il fut ensuite ministre de l'Éducation nationale de 1993 à 1997, sous Balladur puis Chirac, et tenta de renforcer l'enseignement catholique privé. Candidat à l'élection présidentielle de 2007, il ne donna pas de consigne de vote lors du deuxième tour entre Royal et Sarkozy. En 2012, candidat également, il appela à voter Hollande au

deuxième tour et en 2017 il appuya Macron dès le premier tour et fut un élément déterminant de sa victoire.

Quelle est l'espérance de vie d'un gouvernement Bayrou ? Depuis les élections de 2022, et surtout depuis la dissolution de cet été, les gouvernements durent de moins en moins longtemps : un an et demi, sept mois, puis trois mois dans le cas de Barnier. Ni Notre-Dame, ni l'onction du pape en Corse n'ont fait de miracle contre l'instabilité politique. Les différents dirigeants se rejettent la responsabilité de cette valse continue car ils savent qu'elle peut nuire au monde des affaires, envers qui ils voudraient se montrer responsables. Mais cette instabilité découle simplement de l'usure rapide de

gouvernements qui rançonnent la population. Elle est aggravée par le caractère particulièrement prétentieux de Macron, sa stupide autosatisfaction et sa dissolution hasardeuse. Elle est multipliée par l'irresponsabilité, même vis-à-vis de la classe dominante, de partis de politiciens en concurrence. Il reste à Bayrou à gouverner dans ces conditions.

Avec l'abaissement de la note de la France par l'agence Moody's, dans la nuit de vendredi 13 à samedi 14 décembre, les marchés financiers expriment leurs craintes, ou leur pari, que l'État français aura du mal à faire payer la dette à sa population. Ce sera précisément le rôle du gouvernement, celui de Bayrou comme les autres.

Pendant ce temps, les patrons n'ont même pas besoin d'un serviteur à Matignon pour licencier et fermer des usines. Et le principal problème pour les travailleurs est bien là. Il n'est pas dans la recherche d'un gouvernement qui, de toute façon, ne fera que servir le grand capital, mais dans la nécessité de se préparer à répondre à la guerre que le patronat leur a déclarée à tous.

Charles Legoda

## Salaires : des augmentations à arracher

D'après une étude de la CGT, dans 108 entreprises ayant signé un accord dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), l'augmentation des salaires en 2025 sera de 1,32 % en moyenne, loin de

l'inflation et des besoins des travailleurs.

Cela fait des mois que des patrons de tous les secteurs, et en premier lieu leur porte-parole du Medef, Patrick Martin, combattent la moindre idée d'une

augmentation générale des salaires, en promettant les pires catastrophes pour la société si c'était le cas. Ils ont ainsi présenté l'idée d'un smic à 1 600 euros comme la pire des calamités qui pourrait s'abattre sur le monde. Pendant ce temps, les grands groupes annoncent des profits record et versent des milliards de dividendes à leurs actionnaires d'une main, tout en signant des plans de licenciements de l'autre, comme c'est le cas chez Michelin, Mulliez, et autres Forvia.

C'est en aggravant l'exploitation et en tirant les salaires vers le bas que les capitalistes s'enrichissent... Quand le capital est gras, les travailleurs ne s'enrichissent pas !

Joséphine Sina



ECONOSTRUM

## Prime de Noël : une goutte d'eau dans l'océan

Les personnes touchant le RSA ou l'ASS commencent en ce moment à recevoir la prime de Noël. Une infime bouffée d'oxygène pour ceux qui ont survécu toute l'année avec ces dérisoires minimas sociaux.

Pour une personne seule, cette prime est de 152 euros. Elle se monte à 442 euros pour un couple avec quatre enfants. Le fait qu'elle soit versée à 2,2 millions de personnes suffit à montrer l'étendue de la misère dans le pays. Douze mois sur douze, les titulaires de minimas sociaux sont abonnés aux Restaurants du cœur et jonglent avec leur maigre allocation pour se loger et se vêtir, eux et leur famille. Toucher une petite somme en fin d'année leur permet tout au plus de boucher quelques trous dans leur budget, sans même parler de profiter des fêtes.

La prime de Noël a été instaurée en 1998 par le gouvernement du socialiste Jospin. Deux hivers de suite les chômeurs, organisés en associations et en comités, avaient manifesté et occupé les ANPE. Ils revendiquaient une augmentation substantielle des minimas sociaux et la refonte du système d'allocations chômage.

L'instauration de cette

prime dérisoire fut pour Jospin une manière de tenter de désamorcer la colère des sans-emploi. La recette est bien connue des patrons comme des gouvernants : prime « gilets jaunes » après le mouvement qui dénonçait l'insuffisance du pouvoir d'achat, prime de rentrée scolaire pour les parents qui n'arrivent pas à financer la scolarité de leurs enfants. Ces primes de ceci ou de cela, données par les patrons, leur permettent de ne pas augmenter les salaires et constituent un élément supplémentaire de division entre les travailleurs.

Vivre à coup de primes, ce n'est pas vivre. Ce dont ont besoin les chômeurs, comme tous les travailleurs, c'est d'un emploi et d'un salaire corrects. C'est possible, à condition d'imposer la répartition du travail entre tous et la progression des salaires en fonction de l'évolution réelle des prix en prenant sur les profits patronaux.

Daniel Mescla

## Fête de Lutte ouvrière

Dijon

Dimanche 22 décembre à partir de 11 heures

Espace Tabourot, allée du Temps-Libre

à Dijon Saint-Apollinaire

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 15 h 30



## Mayotte : une catastrophe aux racines sociales

Samedi 14 décembre, le cyclone Chido a laissé derrière lui un paysage apocalyptique. Tout le monde redoute désormais le déclenchement d'une crise sanitaire à cause du manque d'eau, de nourriture et des morts ensevelis en urgence.



Mayotte, commune de Labattoir, le 15 décembre.

Le préfet a annoncé que plusieurs milliers de morts étaient à craindre sans qu'il puisse en faire le décompte. Tous les bidonvilles ont été balayés, beaucoup de maisons endommagées. Les routes sont bloquées par les débris et les arbres arrachés. Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, le réseau de télécommunications est intermittent. Saturé déjà avant le passage du cyclone, le seul hôpital de Mayotte pour 400 000 habitants est en bonne partie inutilisable. Des écoles sont en ruines et la tour de contrôle

de l'aéroport est détruite.

Avec des vents à plus de 250 km/h, le cyclone a été d'une extrême violence. Mais le phénomène climatique n'explique pas l'essentiel. « Chido » signifie « miroir » en shimaoré, la langue mahoraise. Le terme est approprié tant ce cyclone reflète la situation sociale catastrophique dans laquelle l'État français maintient Mayotte.

L'ampleur des ravages s'explique d'abord par l'extrême pauvreté et le sous-développement qui règnent dans ce département fran-

çais où plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Alors que les technologies modernes permettraient de construire des logements et des structures capables de résister à des cyclones, à Mayotte plus de 100 000 personnes vivaient dans des cases en tôles, sans eau courante ni toilettes. Aucune n'a résisté.

Si la préfecture a diffusé l'alerte dans les jours précédents, ses conseils étaient hors de portée de dizaines de milliers d'habitants. Ainsi, la veille du cyclone, la préfecture annonçait : « D'ici 22 heures, la population doit être confinée dans une habitation solide, avec à disposition un stock d'eau, de nourriture pour tenir le temps du cyclone. » Si elle indiquait une liste d'hébergements d'urgence disponibles, leurs 10 000 places étaient bien insuffisantes.

Mais surtout les habitants les plus pauvres ne sont pas allés vers ces lieux car ils n'ont aucune confiance dans l'État. Celui-ci les pourchasse sans relâche depuis des années, détruisant les bidonvilles, comme lors de la dernière opération à Mavadzani, deux semaines auparavant, qui a mis à la rue plus de 4 000 personnes. Beaucoup sont des immigrés sans

papiers venus des autres îles des Comores. Ils sont harcelés au quotidien par les forces de répression, qui déportent plus de 25 000 personnes par an. Craignant de se faire expulser, ils sont restés dans leurs habitations et beaucoup sont désormais ensevelis sous les amas de tôles. La chasse aux pauvres s'est transformée en carnage.

Le passage de Chido a montré que l'État met en danger tous les habitants de l'île, avec ou sans papiers. Car les moyens déployés pour rendre la vie impossible aux plus pauvres ne l'ont pas été pour construire des logements solides, renforcer les réseaux d'électricité et d'eau, assurer la solidité de l'hôpital...

Et cela continue. Malgré les promesses des ministres ou de Macron, l'immense majorité de la population ne pourra pas compter sur l'État pour lui porter secours et rebâtir les habitations détruites. Comme partout, après chaque catastrophe, les classes populaires savent qu'elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes. Elles ont commencé sans délai à porter secours à ceux qui sont restés coincés sous les décombres, à déblayer les routes, à remettre en état le plus urgent, à récupérer

les matériaux encore utilisables pour construire de futures cases. La solidarité permet de recharger son téléphone ou simplement de se mettre à l'abri chez le voisin qui a encore quatre murs et un toit. Il faudra des semaines, voire des mois, pour remettre les infrastructures en état. Ce ne sont pas les hauts gradés qui versent des larmes de crocodile à la télévision mais bien les électriciens, les ouvriers du réseau d'eau, les soignants et tous les travailleurs qui sont à pied d'œuvre.

Contrairement à la démagogie du ministre démissionnaire de l'Intérieur Retailleau, qui a envoyé des renforts de police pour « prévenir des pillages », il n'y a pas de chaos. Au contraire, on a vu de longues files d'attente s'allonger dans le calme devant le seul supermarché ouvert de l'île et devant les distributeurs automatiques. Car Sodifram, l'un des deux groupes de grande distribution de l'île, continue à vendre ses produits, exigeant un paiement en cash. L'île est rasée, des dizaines de milliers d'habitants n'ont plus rien mais des capitalistes continuent à faire du profit. Ce sont les vrais voyous !

Tania Lemel

## Mépris et cynisme colonial

Dépêché en urgence à Mayotte, avant que Macron ne décrète un deuil national et ne fasse lui-même le déplacement, le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Retailleau, ne s'est pas contenté d'affirmer que l'État va « mettre le paquet et mobiliser tous les moyens possibles ». Il a immédiatement dénoncé « la question migratoire ».

Et pour bien démontrer que sa préoccupation n'est pas de répondre aux besoins des sinistrés, il a instauré un couvre-feu, mardi 17 décembre.

Déployer sans délai les moyens logistiques et sanitaires, militaires ou civils, dont dispose une puissance industrielle comme la France pour déblayer, soigner, héberger les sinistrés, puis reconstruire en dur les logements et les infrastructures d'un département de 400 000 habitants, ne devrait pas être compliqué. Mais tout indique qu'une fois l'émotion retombée,

l'État français continuera, après comme avant le cyclone Chido, à traiter avec le plus grand mépris les habitants de Mayotte.

La France occupe Mayotte depuis 181 ans et a colonisé les Comores jusqu'en 1975. Pendant toute cette période, la puissance coloniale s'est bien gardée de développer l'archipel. L'État français a d'abord manœuvré pour que les Mahorais refusent l'indépendance afin de conserver une base stratégique dans l'océan Indien, puis en 2007 il a fini par élever Mayotte au rang de 101<sup>e</sup> département.

Mais, depuis cette date, il n'a ni construit les logements nécessaires ni développé les infrastructures indispensables, à commencer par les écoles ou les hôpitaux.

Au contraire, plutôt que d'améliorer la situation des plus pauvres, les gouvernements successifs ont choisi de s'en prendre aux immigrés comoriens ou africains en les désignant comme les responsables de tous les maux. Ils ont traqué, raflé, expulsé les sans-papiers et lancé les opérations Wuambushu puis Place nette, détruisant les bidonvilles sans reloger leurs habitants. Aujourd'hui, Retailleau persiste et signe. Avant même qu'un seul conteneur de matériel soit arrivé, il affirme : « On ne pourra pas reconstruire Mayotte sans traiter, avec la plus grande détermination, la question migratoire ».



Pendant que la population compte ses morts et s'entraide sans demander les cartes d'identité, Retailleau compte les immigrés et se prépare à durcir encore les conditions d'obtention d'un titre de

séjour. Tel un charognard, il se sert de la tragédie en cours pour faire de la surenchère sur l'extrême droite en se moquant bien en fait du sort des habitants de Mayotte.

Xavier Lachau

## Maladies professionnelles : le virus, c'est le profit

Tous les travailleurs savent à quel point, dans tous les métiers, tous les emplois, toutes les entreprises, les patrons mettent en danger leur santé et parfois leur vie, au nom de la sacro-sainte loi du profit.



Chaque année, plusieurs centaines de travailleurs meurent à cause de leur travail. C'est en fait bien plus car on ne connaît pas le chiffre réel de ceux qui sont contaminés, blessés,

empoisonnés, handicapés, etc. Et ces criminels récidivistes que sont les capitalistes sont très rarement inquiétés pour cela. Les travailleurs empoisonnés par l'amiante qui se battent

depuis des années pour faire reconnaître leur préjudice ont fait l'expérience amère de la complicité entre patronat et gouvernements.

Cela ne suffit pas aux capitalistes, qui font tout pour camoufler les risques sanitaires et réduire la reconnaissance de maladies professionnelles. Un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), vient de confirmer à quel point celles-ci sont sous-déclarées et sous-reconnues.

Ce n'est pas un hasard. En effet, les maladies non reconnues sont prises en charge par le régime général de l'assurance-maladie, donc par les travailleurs. En revanche, les maladies professionnelles sont couvertes par une autre caisse de la Sécurité sociale, alimentée essentiellement par les cotisations des patrons. Et, dans le cas d'une maladie professionnelle reconnue comme

telle, le travailleur malade n'a pas besoin de démontrer qu'elle est bien due à son travail et il peut plus facilement être remboursé à 100 %.

Toutes les activités professionnelles susceptibles de provoquer des maladies ne sont pas dans les listes officielles. Il y a même une quarantaine de maladies comme l'asthme, les troubles cardiovasculaires, les maladies psychiques, des cancers qui, tout en étant liées à des activités professionnelles, ne sont pas reconnues dans tous les cas. Par exemple, le travail de nuit n'est toujours pas reconnu comme un facteur de risque pour le cancer du sein, les troubles du sommeil et les maladies cardiovasculaires, alors que de nombreuses études scientifiques l'ont largement démontré ! Il en est de même concernant le lien entre le cancer du poumon et l'exposition aux gaz

d'échappement de moteurs diesel ou aux fumées de soudure.

Ce sont pourtant bien les patrons qui intensifient les cadences, font travailler de nuit pour rentabiliser leurs machines, freinent des quatre fers quand il s'agit des mesures de protection au travail car cela leur coûte de l'argent. Et l'État en rajoute une couche, par exemple en limitant les moyens pour financer des études statistiques sur les maladies au travail, en votant des lois comme le départ à la retraite à 64 ans qui augmentent le temps d'exposition aux produits toxiques, etc.

Depuis toujours les capitalistes font passer leur enrichissement avant les mesures de sécurité et les mesures sanitaires pour les travailleurs. Il est temps de mettre fin à la maladie du travail : le capitalisme.

**Arnaud Louvet**

## Arrêts maladie : le capitalisme nuit à la santé

Depuis des mois, le gouvernement s'attaque à la prise en charge des arrêts maladie. Il a même essayé d'augmenter le nombre de jours de carence dans la fonction publique. Pour ce faire, il invente de nombreux mensonges sur les prétendus excès des arrêts maladie.

Si les arrêts maladie sont plus nombreux et si l'indemnisation prise en charge par l'assurance-maladie a augmenté de 9 milliards en six ans, les responsables ne sont pas à chercher du côté des travailleurs. Et le gouvernement sait parfaitement qu'il ment en essayant de le faire croire. Des rapports tout à fait officiels expliquent régulièrement à quel point le patronat est responsable de cette situation.

La Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) et la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) viennent de publier une enquête sur les causes de l'augmentation des absences pour raisons médicales. Selon cette enquête réalisée sur 21 millions de personnes, salariés du privé et contractuels de la fonction

publique, les responsables sont à chercher du côté des gouvernements successifs et du patronat. En effet, la succession des réformes des retraites (en 1993, 2003, 2010, 2014, 2023) a allongé la durée de la vie active. La proportion de travailleurs âgés de 55 à 64 ans augmente donc et, avec eux, les douleurs au dos, la grippe saisonnière...

60 % de l'augmentation des dépenses de prise en charge des arrêts maladies s'expliquent par ce vieillissement des travailleurs en activité. Quant aux 40 % restant : les sous-effectifs, la précarité des emplois, les horaires décalés, la hausse des cadences les expliquent largement.

La santé, c'est de travailler moins pour travailler tous.

**Joséphine Sina**

## Nestlé-Perrier : escroquerie naturelle

À la suite d'une inspection, l'agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie a épinglé la firme Nestlé pour la mauvaise qualité de son eau minérale, en l'occurrence celle de ses bouteilles de Perrier.

Un rapport d'août 2024 conclut à la nécessité d'arrêter la production d'eau minérale sur le site de Vergèze dans le Gard, selon les informations recueillies par *Le Monde* et la cellule d'investigation de Radio France.

Ce n'est pas la première fois que Nestlé prend des libertés avec les normes commerciales imposées pour avoir droit à la mention « eau de source naturelle » et, pire, avec les normes sanitaires. En 2021 déjà, un travailleur lanceur d'alerte avait révélé que l'eau « naturellement » pure et vendue très cher était en réalité filtrée, ce

qui n'est autorisé que pour l'eau du robinet. Mais, toujours respectueux d'un trust aussi puissant qui menaçait de fermetures d'usines et de suppressions d'emplois en 2023, le gouvernement d'Élisabeth Borne avait discrètement assoupli sa réglementation sur l'usage de certains microfiltres.

Le procédé sauvait peut-être l'appellation « eau naturelle » et les profits de Nestlé mais pas la santé des consommateurs. En avril 2024, l'exploitation d'un des captages fut suspendue par le préfet du Gard en raison de la présence de

bactéries d'origine fécale. Nestlé plaida l'accident passager dû à de fortes pluies. Mais selon l'ARS, l'eau de deux autres forages a été marquée par des contaminations bactériennes. Quant aux virus, responsables de gastro-entérites, d'infections respiratoires, voire d'hépatites A, ils ne sont absolument pas arrêtés par ces micro-filtres.

Nestlé a demandé il y a un an le renouvellement de son autorisation d'exploiter la source Perrier. Pour que rien ne se perde, le trust a déjà créé une nouvelle marque d'eaux aromatisées échappant à la réglementation des eaux de source sous le nom, ambigu à souhait, de « Maison Perrier ».

On peut aussi s'attendre de sa part à un nouveau chantage auprès de responsables politiques, qui résistent mal à un trust dominant l'agroalimentaire au niveau mondial et qui a survécu à de multiples scandales, dont celui des pizzas Buitoni, responsables de la mort de deux enfants.

**Sylvie Maréchal**



## 14 décembre : contre les lois anti-immigrés

Samedi 14 décembre, plusieurs milliers de travailleurs immigrés soutenus par 60 organisations ont défilé à Paris pour protester contre la politique anti-immigrés des gouvernements successifs.

De Darmanin à Retailleau, les ministres de l'Intérieur n'ont eu de cesse de rendre la vie de ces travailleurs plus compliquée, entre autres en restreignant l'accès à la carte de séjour. Si quelques régularisations avaient encore lieu au cas par cas dans les préfectures, le robinet est fermé depuis l'été. L'absence de gouvernement n'a rien changé puisque les préfets

anticipent les désirs des ministres de l'Intérieur, qui veulent concurrencer le RN dans la démagogie anti-immigrés. Pire même, les travailleurs immigrés qui cherchent à renouveler leur carte de séjour voient se multiplier les obstacles pour obtenir le précieux sésame qui leur permet de conserver leur travail. La dématérialisation de la procédure dans toutes les préfectures

les contraint à rester branchés sur la plateforme Anef 24 heures sur 24 pour espérer décrocher un rendez-vous de renouvellement.

Leur carte de séjour n'ayant pas été reconduite, nombre de salariés perdent leur travail ou leurs allocations. Un travailleur d'origine malienne, ayant perdu sa mère et privé de carte de séjour, a fait le siège de la sous-préfecture de Saint-Denis pendant une demi-journée pour décrocher un récépissé de trois mois qui lui donne le droit de se rendre à l'enterrement

mais pas obligatoirement de revenir. Dans les queues des préfectures, on ne compte plus le nombre d'histoires semblables, plus dramatiques les unes que les autres.

Pour autant, les travailleurs avec ou sans papiers ne baissent pas la tête. Le nombre de collectifs qui étaient présents dans la

manifestation, comme celui des travailleurs de Chronopost qui luttent depuis décembre 2021 pour obtenir des papiers, le montre. Ils ont conscience que seules leur organisation et leur détermination permettront de l'emporter. Ils ont raison.

Aline Urbain



Dans la manifestation du 14 décembre à Paris.

## Les enfants se trouvent un toit

Depuis le 10 décembre, à l'appel d'un collectif, des mineurs isolés et sans papiers se sont réfugiés dans une salle de spectacle parisienne, la Gaîté lyrique.

De 200 au départ, ces jeunes, la plupart venus d'Afrique subsaharienne, se sont retrouvés à 300 au bout de quelques jours. Parmi eux se trouvent des jeunes femmes avec leur nourrisson, qui ne peuvent pas vivre dans les rues parisiennes.

Les gestionnaires de cette salle de spectacle ont

protesté contre cet hébergement sauvage qui contrarie leur programmation artistique, mais la mairie de Paris est incapable de proposer une solution. Elle avoue même ne plus savoir où héberger tous les jeunes à la rue. Cinq cents sont actuellement logés dans des gymnases, ce qui perturbe les emplois du temps scolaires,

et 250 le sont dans d'autres structures. Et c'est sans même parler des adultes.

En région parisienne 1,2 million de mètres carrés de bureaux sont vides depuis plus de deux ans. Mais plutôt que de réquisitionner ce qui appartient à des promoteurs ou à de grandes entreprises, les pouvoirs publics bricolent ou laissent les sans-logis à la rue. Jusqu'à ce qu'ils se trouvent eux-mêmes un toit.

Lucien Déroit

## Réfugiés ukrainiens : des expulsions indignes

Depuis mars 2022 et la guerre en Ukraine, l'État français a mis en place un dispositif d'aide spécifique aux réfugiés ukrainiens.

Ce dispositif a été remis en cause puis prolongé, mais depuis cet été, des dizaines de réfugiés ukrainiens de Meurthe-et-Moselle ont reçu des lettres leur demandant de quitter leur logement à la fin octobre 2024.

À Alençon, dans l'Orne, une vingtaine d'Ukrainiens étaient sommés de quitter

d'ici au 15 décembre le foyer de l'AFPA où ils habitent. Les préfectures à l'origine de ces décisions ne proposent aucune autre solution à court terme. Elles appliquent d'avance la réduction des moyens attribués dans le projet de loi de finances 2025. Plusieurs milliers de réfugiés

ukrainiens en France risquent ainsi de se retrouver à la rue d'ici mars 2025.

Début 2023, ils étaient ainsi 115 000 dans des hébergements aidés financièrement, et 90 000 actuellement. Ce sont parfois des foyers collectifs, des locaux publics inutilisés ou d'autres types de logements. En 2024, ne laisser personne à la rue, immigrant ou non, serait bien le minimum !

Charles Legoda

## Autoroute A69 : juges et politiciens roulent avec les patrons

Les opposants à l'autoroute A69 dénoncent les destructions et les dégâts environnementaux causés par sa construction entre Castres et Toulouse.

Les promoteurs de ce projet d'une cinquantaine de kilomètres vantent une réalisation qui selon eux devrait permettre aux usagers de raccourcir de vingt minutes leur temps de trajet. Après de nombreuses actions sur la zone du tracé, les opposants au chantier étaient encore un millier à manifester dimanche 15 décembre dans les rues de Toulouse pour demander sa suspension.

Ceux qui prendront cette autoroute économiseront peut-être du temps mais devront déboursier près de 17 euros pour l'aller-retour. Le tarif est exorbitant pour ceux qui l'emprunteront quotidiennement. Quant à ceux qui voudront éviter le péage, ils devront à nouveau traverser deux villes situées sur le trajet car leurs contournements, aujourd'hui gratuits, seront intégrés dans le tracé de l'A69 !

Tout récemment, la rapporteuse publique, une magistrate dont les avis sont généralement suivis, a recommandé l'arrêt immédiat des travaux. Pour elle, il n'y a pas de « raison impérieuse d'intérêt public majeur » justifiant la construction de l'A69. Mais les juges du tribunal administratif ont décidé de ne rien décider et ont reporté sans date précise leur délibéré, ce qui permet à NGE, un poids lourd du BTP, de poursuivre des travaux

déjà bien engagés.

Parmi les partisans de ce projet, Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie, jamais avare de subventions publiques au patronat local, a aligné 6 millions d'euros. Elle vante le « désenclavement du sud du Tarn ». Mais surtout le patron du groupe pharmaceutique Pierre Fabre, un des gros employeurs de la région, paye des pages entières dans le journal local pour menacer de « remettre en cause le développement local » de son entreprise en cas d'arrêt du chantier.

Ce patron est à la manœuvre depuis l'origine de ce projet dont il serait le principal bénéficiaire, lui dont une noria de camions transporte les médicaments et les produits parapharmaceutiques, autre vache à lait du groupe. Il a d'ailleurs reconnu participer au capital du futur concessionnaire de l'autoroute aux côtés d'autres patrons du Tarn. Quant à la commission d'enquête parlementaire sur l'A69, elle est présidée par Jean Terlier, un député macroniste dont la femme est... une cadre dirigeante du groupe Pierre Fabre !

Des patrons qui font du chantage à l'emploi, des juges et des politiciens à leur service, cette autoroute est surtout destinée à... accélérer les profits !

Correspondant LO

# Éducation nationale : **contractuels jetables et corvéables à merci**

**Les rectorats d'Aix-Marseille, de Lyon et de Reims ont mis fin brusquement aux contrats de nombreux enseignants contractuels.**

Du fait des économies exigées par Bruno Le Maire avant les législatives, le budget de l'Éducation avait été amputé de 683 millions.

En juin, les rectorats avaient annoncé qu'ils ne paieraient pas les heures supplémentaires même si elles avaient été effectuées. Mais, devant le tollé, ils avaient renoncé. Maintenant, les rectorats qui n'ont plus d'argent s'en prennent aux salariés les plus précaires. Il est fréquent que les contractuels apprennent juste avant les vacances

qu'ils ne seront pas reconduits dans leur fonction, même si le rectorat dit qu'il les rappellera huit jours après la rentrée sur le même poste. C'est une manière de ne pas leur payer leurs congés.

Cette fois, les rectorats ont annoncé des fins de contrat une à deux semaines avant les vacances et des enseignants ont appris brutalement, parce qu'ils ne pouvaient plus se connecter sur leur compte enseignant, qu'ils étaient purement et simplement

licenciés. Même les directions d'établissement ont été mises devant le fait accompli. Quant aux élèves, ils se retrouvent sans enseignant de mathématiques ou d'EPS, sans professeur principal et perdent de nouveau des heures de cours, sans avoir la certitude de voir revenir leur professeur à la rentrée. Les contractuels couvrent en effet des remplacements de longue durée, des congés maternité ou des congés maladie.

La ministre démissionnaire Anne Genetet a affirmé qu'elle n'approuvait en rien ces décisions des rectorats et qu'il fallait cesser ces licenciements. Mais



Dans la manifestation parisienne du 12 décembre.

elle ne rend pas l'argent de 4 000 postes à la rentrée aux rectorats. Pire, elle a approuvé la suppression de 4 000 postes à la rentrée prochaine.

**Aline Urbain**

## Rectorat de Lyon : **premier recul**

**Dans l'académie de Lyon, des dizaines de travailleurs en CDD dans les collèges et les lycées, enseignants, secrétaires, agents de laboratoires ou psychologues de l'éducation, ont appris autour du 9 décembre que leur contrat prenait fin.**

Sous prétexte que le budget 2024 était épuisé, l'État avait décidé de leur voler au moins deux semaines de salaire.

Dans différents établissements, le personnel s'est mobilisé avec le soutien des syndicats pour dénoncer cette situation, par des envois de courrier, des pétitions largement signées, ou en débrayant, comme ce fut le cas dans un collège de Rillieux-la-Pape, où la mise au

chômage forcé de la professeure documentaliste allait provoquer la fermeture du CDI pendant deux semaines, privant les élèves de ce quartier populaire d'un lieu paisible pour lire.

Plusieurs articles dans les médias se sont fait l'écho de cette situation. Dans une période où la ministre démissionnaire de l'Éducation nationale veut obliger les professeurs à suivre les formations sur leur temps

libre ou à remplacer leurs collègues absents en plus de leur temps de travail, sous prétexte de ne pas priver les élèves d'heures de cours, cette suppression d'heures pour faire des économies de bouts de chandelle faisait mauvais genre.

Finalement, vendredi 13 décembre, visiblement après intervention du ministère, les responsables du rectorat de Lyon ont annoncé la prolongation de tous les contrats d'enseignant. Il est inadmissible qu'il n'en soit pas de même pour les autres membres du personnel.

**Correspondant LO**

## Lycée Brassens – Évry : **la grève paie**

**Après une semaine de grève, le personnel fortement mobilisé du lycée Georges-Brassens d'Évry-Courcouronnes, dans l'Essonne, qui accueille 1 300 élèves, a repris le travail avec le sentiment d'avoir gagné sur une grande partie de ses revendications.**

Jeudi 28 novembre, dans un climat scolaire dégradé, les enseignants et surveillants se sont mis massivement en grève. Les effectifs dépassent 30 élèves par classe, dans un établissement dont les enseignants et agents techniques ne cessent depuis des années de déplorer la détérioration (moisissures, infiltrations, présence de rats) ; les conditions de travail se dégradent au fur et à mesure aussi du non-remplacement du personnel de la vie scolaire et de direction. Le mécontentement accumulé depuis longtemps a débouché sur un mouvement de grève quasi unanime, qui a vite été relayé et soutenu par les lycéens et leurs parents.

Une vingtaine de grévistes occupaient les locaux la première nuit pour marquer leur détermination. Collectivement les collègues ont fait connaître leurs revendications. Deux AED (surveillants) en plus, une troisième CPE, un troisième proviseur adjoint, le

remplacement des collègues manquants. Grévistes, lycéens et parents insistent tous pour obtenir des conditions d'accueil et de suivi scolaire normales.

Après deux jours de grève massive, la directrice académique a été contrainte de se déplacer dans le lycée où les grévistes assistés des parents l'ont accueillie comme il se devait. Le personnel mobilisé avait choisi la salle la plus délabrée pour organiser sa venue officielle, et ce n'est pas le lavage express de la salle, réalisé sur ordre pour l'occasion, qui a brouillé le discours des grévistes et parents.

D'ailleurs, alors même que les revendications étaient satisfaites, le personnel mobilisé a souhaité rester en grève pour participer activement à la journée de mobilisation de la fonction publique du 5 décembre. C'est la tête haute que tous ont repris le travail le lendemain.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent **Enfants sans domicile fixe à Toulouse**

Je travaille à l'école maternelle Sarrat de Toulouse. Nous avons à l'école de plus en plus de familles qui se retrouvent à la rue le jour anniversaire des trois ans de leur enfant. Ce sont la plupart du temps des femmes seules, migrantes, en attente de papiers. Le conseil départemental prend en charge l'hébergement jusqu'aux trois ans de l'enfant. Ensuite c'est à l'État de prendre le relais mais... le 115 est débordé car il a réduit les hébergements d'urgence.

J'ai appelé le numéro « pro » du 115 pour essayer de débloquer la situation d'une

des familles. Après plusieurs essais infructueux, j'ai enfin eu quelqu'un au bout du fil, mais elle n'avait aucune solution et ne m'a donné que des conseils dérisoires du genre : « Dites à la maman de ne pas aller dans un squat, elle pourrait se faire violer » ; ou « Il faut qu'elle se fasse des amis qui ne vivent pas à l'hôtel, pour qu'ils puissent l'héberger. »

C'est la deuxième année consécutive que nous nous mobilisons pour venir en aide à ces familles : collecte de nourriture, de produits d'hygiène, de couvertures ; hébergements chez les uns

et les autres pour passer les nuits les plus froides. Nous avons aussi organisé un goûter solidaire, et nous avons été rejoints par beaucoup de parents et de membres du personnel de l'école, mais aussi par des voisins scandalisés par la situation et par des acteurs sociaux.

Notre mobilisation est importante, pour montrer à ces familles qu'elles ne sont pas seules et montrer aux politiques que nous n'acceptons pas leurs lois anti-migrés et leurs économies anti-pauvres.

**Une lectrice**

# Syrie : la chute du dictateur n'est pas la libération du peuple

Plus de dix jours après la chute de Bachar Al-Assad, le soulagement de la population syrienne s'exprime encore. Les témoignages continuent de révéler la férocité du régime de celui qui était au pouvoir depuis vingt-quatre ans. Mais si la chute du dictateur ouvre un espoir, ce n'est en rien l'assurance d'une véritable libération.

Celui que tous présentent comme le sauveur est Abou Mohammed Al-Jolani, nom de guerre qu'il a abandonné au profit du vrai, Ahmed Al-Charaa. Djihadiste, ancien d'Al-Qaida, il est le chef d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une des milices qui sévissent en Syrie depuis que le printemps arabe de 2011 s'est transformé de mouvement populaire en guerre de bandes contre l'armée de Bachar Al-Assad, sauvé en 2015 par la Russie, avec l'accord tacite des États-Unis. L'appui de la Turquie, qui a financé et armé Al-Jolani, sa capacité à gérer la région d'Idlib et, surtout à y maintenir l'ordre, ont fait de lui l'homme de la situation.

« Oui, nous avons été en contact avec HTC et d'autres parties », a déclaré le secrétaire d'État américain Antony Blinken à Aqaba, en Jordanie, le 14 décembre. Il est en effet très probable que cette offensive ait été préparée en accord avec les puissances régionales, et sans doute avec celui des États-Unis et de la Russie. On assiste depuis au ballet des déplacements de divers représentants européens, notamment français, qui d'ailleurs, dans le passé, ont toujours maintenu une complicité avec la dictature des Assad.

Al-Jolani doit maintenant opérer la passation entre l'ancien pouvoir et

le nouveau. Les fonctionnaires sont invités à revenir travailler, les soldats de l'armée d'Assad à ne pas s'inquiéter, de même que les policiers. Le but est à l'évidence d'éviter un chaos semblable à celui qui avait suivi la destruction brutale de l'appareil d'État de Saddam Hussein à l'issue de la guerre menée par les États-Unis contre l'Irak en 2003.

Le 14 décembre, Ahmed Al-Charaa a annoncé que le ministère de la Défense allait dissoudre toutes les factions armées, dont HTC, pour fonder une nouvelle armée, et qu'aucune arme ne serait tolérée hors du contrôle de l'État. Reste à voir s'il pourra vraiment contrôler les milices qui se sont multipliées durant la guerre civile. D'ores et déjà, des témoignages font état de captures de femmes et d'exécutions sommaires par des milices de diverses obédiences.

Le chef d'HTC multiplie par ailleurs les gestes et déclarations pour convaincre de sa volonté de réconciliation. Mais nombre d'alaouites, les adeptes d'une des nombreuses religions de ce pays multi-confessionnel, celle à laquelle appartenait Assad, craignent des représailles. Il en est de même des populations chiites qui ont fui vers la frontière libanaise par peur de subir



Damas, le 13 décembre devant la mosquée des Omeyyades.

les représailles de miliciens sunnites. Nombre de Syriens se méfient du nouveau pouvoir.

À l'espoir suscité par la chute de la dictature se mêle en effet l'inquiétude face à l'avenir. Plus de 95 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'inflation est galopante, les prix à la consommation ayant été multipliés par 55 entre 2011 et fin 2022, selon les chiffres de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies. Trois jours après la chute du régime, le dollar avait bondi de près de 50 % par rapport à la devise du pays.

Les infrastructures sont toujours à terre : 7 000 écoles ont été détruites ou endommagées, et plus de 2 millions d'enfants sont déscolarisés, selon l'Unicef. Quelle garantie la population a-t-elle qu'elle pourra manger à sa faim, se loger, que les hôpitaux et les écoles seront reconstruits, qu'elle aura la liberté de

s'exprimer, de s'organiser, et pour les femmes de ne pas porter le hidjab ?

Derrière Al-Jolani, les puissances impérialistes et régionales se tiennent en embuscade, chacune avec ses propres objectifs. L'État d'Israël, après avoir occupé une nouvelle zone du plateau du Golan, a bombardé jusqu'à Damas et à la région côtière, qui abrite une base navale russe. Les forces armées kurdes, qui sont appuyées par les États-Unis et occupent une zone au nord-est de la Syrie, sont confrontées à la Turquie, qui veut les en chasser. Celle-ci cherche en effet à régler un double problème : empêcher les Kurdes d'unifier leur territoire en établissant une zone tampon, voire réussir à renvoyer les 3 millions de Syriens réfugiés sur son sol. Les États-Unis, eux, ont près de 1 000 soldats sur place. Ils ont bombardé les poches occupées par l'État islamique pour empêcher cette milice, bien

plus incontrôlable de leur point de vue, de profiter de la situation.

« Notre message au peuple syrien est le suivant : nous voulons qu'il réussisse et nous sommes prêts à l'aider à y parvenir » a déclaré Blinken le 14 décembre. Ce genre de promesse, les dirigeants impérialistes l'ont fait maintes fois avec le résultat désastreux que l'on sait. L'exemple de l'Afghanistan, où les talibans furent leurs protégés avant de devenir des ennemis à abattre, est là pour le rappeler. Leur prétendue aide consiste en effet, dans le seul but d'avancer leurs pions, à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires.

La population n'aura aucune garantie de voir son sort changer si elle s'en remet à de prétendus sauveurs, des seigneurs de guerre et des grandes puissances qui ne sont préoccupés que par le maintien de leur domination.

**Aline Retesse**

## Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah

Le 15 novembre, la cour d'application des peines de Paris avait répondu positivement à la onzième demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah, à condition qu'il quitte le territoire.

Mais, le soir même, le parquet national antiterroriste avait suspendu cette décision. Il devait rendre son verdict le 19 décembre.

Cela fait quarante ans que Georges Ibrahim Abdallah est emprisonné, condamné sans preuve pour les meurtres d'un attaché militaire américain et d'un diplomate israélien.

Ses convictions communistes, qu'il n'a jamais reniées, son engagement dans la défense de la cause des Palestiniens, victimes des attaques et des crimes commis par l'État d'Israël, ont suffi à la justice française pour voir en lui un terroriste et lui infliger une peine de prison démesurée. Cependant, il est libérable depuis 1999, mais il a été maintenu en détention, notamment du fait des pressions américaine et israélienne. Jusqu'à présent, le parquet antiterroriste s'est à chaque fois opposé à sa libération.

Les groupes et les

partis qui le soutiennent craignent, y compris si le parquet ne s'oppose pas à sa libération le 19 décembre, qu'il y ait de nouvelles entraves à sa mise en liberté.

Des manifestations ont déjà eu lieu dans diverses villes pour exiger que sa libération, toujours incertaine à l'heure actuelle, soit effective et qu'il puisse retourner au Liban, son pays d'origine.

À Paris, la manifestation partira le samedi 21 décembre à 14 heures de Barbès-Rochechouart.

**Marianne Lamiral**

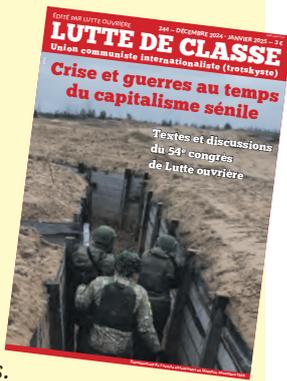
### Lisez Lutte de classe,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 244 (décembre 2024-janvier 2025):

- Textes d'orientation du 54<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière
- Discussions
- Interventions des groupes invités

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



## Syrie : Assad et l'impérialisme, complicité et oppositions

**Avec leur cynisme habituel, les dirigeants impérialistes se sont félicités de la chute de Bachar Al-Assad. Ils ont fait mine de découvrir les crimes de son régime, Macron se réjouissant qu'un « État de barbarie soit tombé ».**

Mais, pendant plus de cinquante ans, la famille Assad a imposé une dictature féroce en Syrie. Et pour les dirigeants occidentaux ce régime a représenté un facteur de stabilité, même s'il les a parfois gênés.

Hafez Al-Assad, officier de l'armée de l'air, est arrivé au pouvoir à la suite d'une série de coups d'État achevée en novembre 1970. Il appartenait à la branche syrienne du parti Baas, le Parti de la résurrection arabe et socialiste. Celui-ci se voulait un parti nationaliste panarabe remettant en cause les frontières tracées au Moyen-Orient par la France et la Grande-Bretagne, qui avaient séparé ce qui était devenu la Syrie, le Liban, l'Irak, la Palestine et la Jordanie. Ce panarabisme teinté de socialisme trouvait alors un écho du côté des opprimés de la région, maintenus dans la misère et dont les révoltes avaient

été plusieurs fois réprimées pendant les années d'occupation coloniale. Mais une fois parvenus au pouvoir, en Irak comme en Syrie, les dirigeants baassistes s'attachèrent d'abord à renforcer leur propre pouvoir et leur propre appareil d'État, y compris contre le voisin, réduisant leur panarabisme à des mots et à l'acceptation de fait des frontières tracées par l'impérialisme.

En Syrie, Hafez Al-Assad liquida les opposants qui refusaient de se soumettre, installant des services de renseignement militaires, les tristement célèbres mukharabat, redoutés jusqu'à l'étranger. Nationaliste et cherchant à gagner une marge de manœuvre vis-à-vis de l'impérialisme, il trouva le soutien de l'Union soviétique, se posa en champion de la cause palestinienne et en ennemi d'Israël, mais en étant avant tout un défenseur de l'ordre.

Ainsi, en 1976, c'est l'armée syrienne qui intervint au Liban contre les milices palestiniennes et celles de la gauche libanaise qui semblaient en mesure de l'emporter sur l'extrême droite phalangiste. L'armée syrienne s'installa alors pour longtemps au Liban en gardienne du statu quo afin de démontrer à l'impérialisme que, pour cela, il pouvait compter sur elle. À plusieurs reprises, les chars syriens tirèrent sur les milices palestiniennes pour qu'elles restent à leur place. En 1991, Assad s'aligna derrière la coalition occidentale venue punir Saddam Hussein qui avait voulu mettre la main sur le Koweït.

De Giscard d'Estaing jusqu'à Sarkozy, tous les présidents français déroulèrent le tapis rouge aux Assad dans l'espoir de s'en faire des alliés. En 1982, Mitterrand n'eut pas un mot pour condamner le massacre de Hama – plus de 20 000 morts – perpétré par l'armée syrienne pour mater une révolte dirigée par les Frères musulmans syriens. En 2000, Chirac



Assad reçu par Sarkozy à l'Élysée en 2008.

fut le seul dirigeant occidental à se rendre aux obsèques d'Hafez Al-Assad. En 2008, Sarkozy invita même son fils Bachar à assister au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées. Durant toutes ces années, les mukharabat pouvaient terroriser les opposants syriens jusqu'en France.

Quand la révolte a gagné la population syrienne en 2011 après la Tunisie, l'Égypte et la Libye, les gouvernements occidentaux ont d'abord hésité à prendre leurs distances avec le régime Assad. Puis, lorsque des groupes armés rebelles se sont constitués, ils ont cherché à s'appuyer sur les uns ou les autres et encouragé la Turquie ou l'Arabie saoudite à le faire. Ces manœuvres n'ont abouti qu'au développement de groupes djihadistes de moins en moins fiables pour les Occidentaux, jusqu'à

l'émergence de Daesh, qui réussit à prendre le contrôle d'une grande partie de la Syrie. Ce furent alors la Russie et l'Iran qui intervinrent, en pleine complicité avec les Occidentaux, pour écraser et faire reculer Daesh. C'était ainsi sauver le pouvoir d'Assad, en quelque sorte faute de mieux, et lui permettre de continuer à massacrer son propre peuple.

Assad étant maintenant déchu, les dirigeants occidentaux espèrent trouver dans les forces qui lui succèdent, HTC et son chef, Ahmed Al-Charaa, des dirigeants capables de faire régner l'ordre tout en restant présentables et suffisamment compréhensifs vis-à-vis des intérêts impérialistes.

Pour la population syrienne, il n'y a rien à espérer de leurs manœuvres.

**Xavier Lachau**

## Liban : la population face aux destructions

**Depuis le cessez-le-feu signé le 27 novembre entre le Hezbollah et Israël, la population libanaise tente de reconstruire sa vie malgré l'ampleur des destructions occasionnées par 14 mois de bombardements israéliens.**

La tâche est d'autant plus difficile que les bombardements se poursuivent dans certaines régions et que la crise et la forte inflation perdurent. Le cessez-le-feu n'est en réalité qu'unilatéral. L'armée israélienne occupe toujours certains villages frontaliers, où elle interdit le retour des habitants. Elle poursuit de manière quotidienne les bombardements, qui ont fait plus de 30 morts depuis la fin novembre.

Les centres d'hébergement ont été fermés par l'État libanais dès le lendemain du cessez-le-feu, et la population doit se débrouiller pour trouver

des solutions face à l'ampleur des dégâts. Certaines zones du sud du pays et de la banlieue sud de Beyrouth sont difficilement habitables, surtout dans cette saison hivernale. L'eau et l'électricité manquent dans certains endroits, les vitres des fenêtres sont souvent brisées et les routes, impraticables. La spéculation contribue aussi à rendre la situation encore plus difficile. Les prix ont presque doublé, y compris les loyers, les frais de réparation et ceux des denrées alimentaires.

Face à cette situation de crise et au total désengagement de l'État, le

Hezbollah a rapidement promis de verser des aides pour reloger ceux dont l'habitation a été totalement détruite. Pour les autres, il a envoyé des agents chargés d'évaluer les dégâts, avec la promesse de rembourser les frais de réparation si l'on parvient à les réaliser. Ce parti chiite voudrait ne pas perdre sa base populaire, alors que certains

le critiquent pour avoir déclenché les hostilités avec Israël au lendemain du 7 octobre 2023.

En attendant, la population des régions sinistrées se trouve laissée pour compte et survit surtout grâce à l'entraide. Bien peu sont ceux qui, pour l'instant, envisagent de reconstruire leurs habitations démolies. D'abord, ils ne peuvent

attendre aucun financement de l'État, et celui du Hezbollah est aléatoire. Ensuite, ce qui sera reconstruit risque d'être de nouveau détruit, tant l'incertitude demeure grande en ce qui concerne l'avenir, au vu des manœuvres des différentes puissances de la région. Quant à la menace israélienne, elle est permanente.

**Marwan Karim**



Après un bombardement israélien à Beyrouth.

## CGT : quelle politique face aux licenciements ?

Le 12 décembre, la CGT avait appelé à une journée de mobilisation pour protester contre les licenciements. Les travailleurs, militants ou non du syndicat, qui ont eu à cœur d'y participer, ont eu mille fois raison de le faire. Mais quels objectifs la confédération fixe-t-elle pour résister à ces attaques ?

Il faut un « plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels » ou encore la mise en place « d'assises de l'industrie pour définir une grande loi de réindustrialisation du pays », voilà deux des « mesures d'urgence » évoquées par la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet pour qui cette journée devait être l'occasion « d'interpeller les pouvoirs publics ». Mais avancer de tels objectifs est proposer une meilleure gestion du capitalisme que celle des patrons eux-mêmes, comme si, dans cette société basée sur l'exploitation, leurs intérêts et ceux des ouvriers pouvaient se trouver

des objectifs communs. C'est faux, et c'est bien ce que disait le mouvement ouvrier, et en particulier la CGT, à ses débuts. Il est vrai que le syndicat était alors animé par des militants qui s'affirmaient révolutionnaires.

La CGT rend les délocalisations responsables des licenciements en dénonçant le choix du patronat d'aller produire ailleurs pour augmenter ses profits. Mais quelle solution propose-t-elle ? Elle fixe à ses militants l'objectif d'élaborer des projets industriels nationaux, afin de relocaliser productions et emplois, ce dont il faudrait convaincre le patronat, ou à défaut l'État. Mais le seul



projet qui guide le patronat est de remplir ses coffres-forts. Et si pour y parvenir, la fermeture d'une usine ou l'abandon d'une production se révèle être le moyen le plus efficace et le plus rapide, c'est cette voie qu'il choisit.

Dans la même veine, on trouve l'idée de mettre en place « des assises de l'industrie pour établir une loi de

réindustrialisation ». Mais qui pourraient-elles donc réunir ? Pour les convaincre de faire autrement, faudrait-il que des syndicalistes s'assoient aux côtés de grands patrons ennemis des travailleurs, qui spéculent plutôt que d'investir dans la production car cela leur rapporte davantage ? Le résultat est connu d'avance.

Les travailleurs doivent avoir une politique pour sauver leur peau, et elle ne peut être que d'obliger les patrons à prendre sur leurs profits pour maintenir les emplois et augmenter les salaires, en luttant tous ensemble pour modifier le rapport de force à l'échelle du pays.

Aline Retesse

## Continental AG : restructuration pour le profit



Le groupe Continental AG, un des géants mondiaux des équipementiers automobiles, avec plus de 200 000 salariés répartis sur tous les continents, vient d'annoncer que toute la production regroupée dans sa branche dite « Automotive » sera sortie du groupe avant la fin 2025.

Dans un premier temps, Continental sera actionnaire à 100 % de la nouvelle société, mais jusqu'à quand ? 102 000 salariés sont concernés, et plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. De fait, Continental ne garderait que sa division pneumatique et ses dérivés de production en caoutchouc. Avec le tiers du chiffre d'affaires, cette branche pneumatique rapporte les deux tiers des bénéfices du groupe, et son taux de rentabilité était monté jusqu'à 21 %, un taux digne de l'industrie du luxe.

Le groupe n'est pas du tout en difficulté financière ou industrielle. Son chiffre d'affaires, en augmentation en 2024, devrait atteindre 42 milliards d'euros ; les résultats du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 sont en hausse de 11 % sur les prévisions, avec des profits frôlant les 4 milliards d'euros. Seulement voilà, les grands capitalistes, les grands actionnaires et les banques en veulent toujours plus. Et aujourd'hui, le groupe tente par tous les moyens de faire remonter le cours de l'action.

Depuis plus de deux ans,

le groupe vit donc au rythme des restructurations. Il a commencé à se débarrasser de toutes ses fabrications traditionnelles liées aux voitures thermiques, regroupées dans sa division Vitesco, dont 1 500 salariés à Toulouse et sa région sont dans l'incertitude pour leur avenir. Des milliers d'emplois ont été supprimés en Allemagne. Le groupe parlait de se recentrer sur les « productions d'avenir » et avait investi des milliards. Mais les actionnaires ont sans doute trouvé que la rentabilité n'était pas à la hauteur. Les suppressions d'emplois n'ont jamais cessé dans le groupe.

Les déclarations rassurantes ne sont pas une garantie, le passé est là pour le rappeler. Pour autant, les travailleurs de Continental, comme les autres travailleurs dans tous les secteurs, ne sont pas désarmés. Ils sont et ils restent indispensables. Ce sont bien eux qui font marcher la société et qui ont les moyens d'imposer un autre rapport de force.

Paul Sorel

## Siemens-Gamesa Le Havre : la direction a dû reculer

L'usine Siemens-Gamesa au Havre, ouverte depuis deux ans seulement, compte aujourd'hui environ 1 500 travailleurs, dont près de 600 intérimaires, qui y fabriquent des pales et des nacelles pour les parcs éoliens en mer.

Un projet d'un important agrandissement vient d'être lancé, car la direction prévoit de remplacer les fabrications actuelles de pales de 75 et 81 mètres par celle de pales de 115 mètres, ce qui veut dire de gros travaux qui vont s'étaler sur plusieurs mois en 2025.

Pour ce faire, Siemens bénéficiera sans doute encore d'aides publiques en tous genres mais visiblement ça ne suffisait pas, puisque récemment toute une série de mesures ont été annoncées aux travailleurs visant à leur faire payer la note de l'agrandissement. C'est ainsi que 500 intérimaires sont délogés de l'usine pour une durée indéterminée. Quant aux travailleurs embauchés, il était prévu de les mettre en chômage partiel et donc de leur faire subir une grosse perte de salaire, mais aussi de leur imposer

des périodes de « modulation », non travaillées mais obligatoirement récupérables jusqu'à fin 2026, et ce pour un volume de 250 à 350 heures, soit l'équivalent de sept à dix semaines !

Mercredi 11 décembre, une grande partie des ouvriers ont entamé un mouvement de deux heures de grève minimum par jour : pas question de faire les frais des futurs travaux ! Jeudi 12, les grévistes ont persévéré et finalement, devant cette colère, la direction a fini par céder en diminuant le volume d'heures à récupérer à 65 heures maximum et elle maintiendra quasiment intégralement le salaire pendant les périodes de chômage partiel.

Ce recul, même partiel, est un encouragement pour continuer à se faire respecter.

Correspondant LO

## SNCF : il faut lutter et non signer !

Avant la journée du 12 décembre, les syndicats avaient déjà appelé l'ensemble des cheminots à une « grève-ultimatum » le 21 novembre contre la liquidation de fret SNCF, la privatisation des TER et l'éclatement de SNCF Réseau.

En effet, le gouvernement a programmé la disparition de Fret SNCF au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le transfert de 4 500 cheminots dans des filiales de droit privé et la suppression de 500 emplois. Dans les TER, l'ouverture à la concurrence a aussi comme conséquence le transfert des cheminots concernés à des entreprises privées ou à des filiales de la SNCF, au fur et à mesure des appels d'offre, avec à la clé une régression en matière de salaires et de conditions de travail. Les syndicats réclamaient donc un « moratoire » et menaçaient d'un appel à une grève illimitée à partir du 11 décembre au

soir « en l'absence de réponse du gouvernement et de la SNCF ».

Selon la CGT, 25 % des cheminots étaient en grève le 21 novembre au niveau national. Le chiffre est certes inférieur à ce qu'il a été lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, mais la grève était majoritaire dans plusieurs ateliers ou dépôts. Dans plusieurs secteurs, le mécontentement concernant les bas salaires et le manque d'effectifs s'exprime sous forme de grèves locales, comme au technicentre de Trappes où la direction a préféré céder aux grévistes. Cela montre qu'il est réel, et,



Assemblée des grévistes à Strasbourg, le 12 décembre.

au moment où les attaques, plans de licenciements, blocage des salaires, tombent sans discontinuer, la question d'une riposte générale est posée.

Or, non seulement au lendemain du 21 novembre, les quatre organisations syndicales, CGT, Sud-Rail, CFDT et UNSA, n'ont pas tenu ce langage et cette perspective, mais, sous prétexte de concessions minimales, elles ont toutes signé l'accord avec la direction avalisant la liquidation de Fret SNCF ! La CFDT et l'UNSA ont aussi signé l'accord avalisant l'ouverture à la concurrence des TER et se sont retirées de l'appel à la grève du 12.

La CGT et Sud-Rail, elles, ont bien maintenu leur appel, mais comment appeler sérieusement à combattre ce qu'on a cautionné par sa signature ? Ce n'est certainement pas la demande d'un « débat parlementaire sur l'avenir de Fret SNCF », par la fédération CGT cheminots, qui représente une perspective.

Malgré cela, de nombreux cheminots ont à nouveau tenu à être en grève le 12 décembre et dans plusieurs endroits des assemblées se sont tenues. Certaines ont voté, même minoritaires, la reconduction de la grève pour montrer leur volonté de lutte.

Dès le 15 décembre, date de transfert de cheminots d'Amiens, Nantes, Nice-Marseille à des filiales, des grèves ont éclaté parmi les cheminots concernés. Ils s'opposent à la dégradation des conditions de travail et à l'augmentation des tâches, et réclament la garantie de rémunération pour tous.

Les revendications des cheminots sont fondamentalement les mêmes que celles de l'ensemble des travailleurs. C'est autour de ces revendications que devra se mener la lutte et il faudra qu'elle soit menée sous le contrôle des grévistes.

**Christian Bernac**

## Privatisation de l'Étoile d'Amiens : les cheminots ont répondu par la grève

Dans le secteur d'Amiens et de Beauvais, des travailleurs des ateliers et de la conduite se sont mis en grève dimanche 15 décembre. La plupart sont en effet passés à la concurrence.

Les travailleurs ont été débauchés de la SNCF, de force pour la plupart, pour être intégrés dans la filiale ouverte à la concurrence... créée exprès pour cette occasion par la SNCF : le SVEA (Service voyageurs de l'Étoile d'Amiens).

À Abbeville, Amiens et Beauvais, ils étaient entre 25 % et 50 % à être en grève.

Les agents partis au SVEA réclament de meilleurs salaires, refusent l'augmentation du nombre de tâches qui leur sont désormais attribuées et reprochent à la nouvelle direction de leur imposer des conditions de travail dégradées qui mettent en péril la sécurité de tous et allongent leurs journées de travail.

Lundi 16 décembre, réunis en assemblée générale à une soixantaine, les grévistes du SVEA et d'autres cheminots de la SNCF, en grève et solidaires, ont pu entendre le nouveau directeur essayer de se justifier. Il avait juste oublié de prendre un micro... Comme quoi, le dialogue, ce n'est pas son truc ! Certains grévistes l'ont confirmé en racontant à ceux qui ne le savaient pas encore que ce cadre de la SNCF, qu'ils avaient connu

dans leur secteur, considérait le personnel de la traction comme des « parasites » qui utilisaient leur position stratégique dans le transport pour faire grève et « nuire à l'entreprise ».

Cette fois-ci, on l'a surtout entendu se plaindre : il n'y aurait « pas d'argent dans les caisses » et « la concurrence » serait « rude » ! Si on décrypte, on comprend bien que la SNCF a juste créé cette filiale pour se mettre en concurrence avec

elle-même et se donner les moyens juridiques de revoir les contrats pour reprendre ce qu'elle avait dû lâcher les années précédentes.

Mardi 17 décembre, les grévistes étaient moins nombreux. Ils ont donc parlé de reprendre l'offensive en janvier. Il leur reste à utiliser les semaines à venir pour être plus nombreux et plus déterminés pour préparer la prochaine bataille !

**Correspondant LO**

## ACNA – Aéroport de Roissy : le mécontentement explose

Depuis jeudi 12 décembre, un mouvement a débuté chez Acna, une entreprise sous-traitante de Roissy qui assure le nettoyage et l'armement (approvisionnement) des avions.



La direction veut changer les roulements, en augmentant la journée de travail d'une heure (de 7 h 08 à 8 h 12). Cela vient après d'autres reculs, comme la disparition des week-ends de repos de trois jours qui existaient auparavant du fait de la suppression de 17 lundis sur l'année, le passage de trois avions par équipe à quatre en 2018 et davantage de travail : plus de matériel à emmener à bord, des fouilles de sécurité... Et la direction voudrait

même faire passer cette charge de travail de quatre avions à cinq par équipe.

C'est contre toutes ces attaques que la colère a explosé. Les débrayages quotidiens de deux heures par équipe sont très suivis, malgré les pressions de la direction. Elle a fait appel à des huissiers ou à la gendarmerie, a pris des intérimaires pour remplacer les grévistes, envoyé des lettres de menace, sans faire plier ceux-ci.

Si le slogan d'Acna est « le

confort du ciel », c'est plutôt l'enfer sur terre. Dans cet aéroport moderne, aux boutiques luxueuses, l'envers du décor est fait de dizaines de sociétés comme celle-là, indépendante sur le papier mais qui est une filiale d'un grand groupe comme Servair, lui-même ancienne filiale d'Air France. Tout est mis en œuvre pour organiser l'exploitation et tenter d'imposer les conditions les plus dures. Mais les travailleurs résistent.

**Correspondant LO**

## Bus FSO : six semaines de lutte

Après presque six semaines, les conducteurs de bus des dépôts FSO de Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise, et de Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines, étaient toujours en grève le 17 décembre.

Après la reprise des deux dépôts par les cars La-croix-Savac, les conducteurs se défendent afin de conserver leurs anciennes conditions de travail et de salaire. Pour le moment, la seule proposition de la direction a consisté en un projet de trois grilles de salaires, une différente pour chaque dépôt et une plus basse pour les

nouveaux embauchés. Mais les conducteurs n'entendent pas se laisser diviser.

La dernière nouveauté a été une nouvelle intervention de la police vendredi 13 décembre, appelée pour dégager l'entrée du dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône, devant laquelle des grévistes tenaient leur piquet depuis le premier jour du

mouvement. Il s'agissait de faire sortir quelques bus durant deux jours. Le patron et les autorités espéraient décourager les grévistes, mais ils ne sont pas parvenus à entamer leur moral. Ceux-ci ont été aussi très choqués en apprenant le suicide dans la nuit du 13 au 14 décembre, de l'un de leurs camarades de travail, également militant syndical, et indignés par les propos de la direction disant « c'est la vie. »

La lutte des travailleurs de FSO commence à être connue sur d'autres réseaux, à la RATP entre autres, où les travailleurs se préparent à subir les mêmes attaques avec la mise en concurrence. Des attaques qui mériteraient une réponse commune, menée avec autant de ténacité et de détermination que la lutte des conducteurs de Saint-Ouen-l'Aumône et de Conflans.

Correspondant LO



Après l'intervention de la police.

## RATP ligne 12 : un coup de colère

Après des Jeux Olympiques, pendant lesquels les transports parisiens ont fonctionné pour une fois correctement, le retour à l'anormal a été brutal à la RATP.

Les voyageurs ont retrouvé les rames bondées, et les salariés, le sous-effectif et les conditions de travail dégradées.

La grogne était bien présente parmi les conducteurs de métro de la ligne 12, mais il lui manquait une occasion de s'exprimer. La direction de la ligne s'est chargée de la fournir. En organisant une soirée pour les agents de la ligne, la direction pensait réussir à les mettre dans sa poche. Mais un cadre a expliqué à un conducteur que

lui « n'était pas invité ». Cela a beaucoup choqué dans son terminus et soulevé bien des questions : y avait-il quelque part une liste d'invités et de non-invités ? Quels étaient les critères pour être sur une liste ou sur une autre ?

L'idée d'une journée de grève pour réclamer le respect de la direction a émergé tout naturellement, et les autres griefs sont ressortis : le manque de temps, l'entretien déplorable du matériel, chacun y allait de sa raison de protester.

Au final, vendredi 13 décembre, une vingtaine de conducteurs étaient en grève, soit environ un tiers du terminus de Mairie-d'Aubervilliers, une proportion très inhabituelle en l'absence de tout appel syndical. Les grévistes présents en terminus étaient plutôt contents d'avoir fait se déplacer le directeur de ligne, et ont réfléchi aux moyens de mieux s'organiser la prochaine fois pour décider des revendications et entraîner l'autre terminus de la ligne... De bon augure pour la suite !

Correspondant LO

## DK'Bus – Dunkerque : les travailleurs réagissent

Depuis septembre 2018, les bus desservant la communauté urbaine de Dunkerque sont gratuits sept jours sur sept et pour tout le monde.

La gratuité a entraîné une hausse constante de la fréquentation, de 40 000 passagers journaliers jusqu'à plus de 80 000 aujourd'hui.

Mais les conditions de travail des conducteurs, des travailleurs de la maintenance et du centre d'appel suivent de moins en moins.

Il y a un problème géné-

ral de manque de personnel et de moyens. C'est le cas en particulier, pour les six lignes chrono sur lesquelles les bus doivent se succéder de dix minutes en dix minutes. À certaines heures, l'affluence des passagers et leurs difficultés, les conditions de circulation font que le bus arrive avec cinq, dix minutes de retard au termi-

nus. C'est autant de temps en moins pour le conducteur pour souffler un peu. Parfois, il doit repartir tout de suite pour respecter les horaires.

La direction de DK'Bus (groupe Transdev) qui gère le réseau veut pérenniser cette situation en allongeant le temps de trajet aux dépens du temps de repos du conducteur. Cela lui permettrait de continuer ainsi sans rien faire de plus. Elle menace aussi, en notant ceux

## Tram Train – Nantes : en grève à 100 %

À Nantes, depuis dimanche 15 décembre, SVLO, une filiale de la SNCF, est censée reprendre la circulation des trains Nantes-Chateaubriant et Nantes-Clisson. Mais c'est sans compter avec la colère des conducteurs, presque tous transférés d'office dans cette filiale.

Depuis plus de six mois, la direction fait la sourde oreille. Et quand elle a compris que les conducteurs « n'adhéraient » pas du tout à son projet, elle a conclu : « De toute façon c'est comme ça, vous n'avez pas le choix sinon la filiale va couler. » Ces menaces ont plutôt eu l'effet inverse et c'est en grève à 100 % que les conducteurs ont inauguré le transfert vers SVLO.

Alors, dimanche 15 décembre, à la place des officiels, de la présidente de région et des médias, c'est une assemblée générale de grévistes, organisée par les syndicats, qui a eu lieu et qui a reconduit la grève jusqu'au lendemain. Pour bon nombre de conducteurs, c'était leur première grève. Les plus anciens se réjouissaient quant à eux de retrouver une ambiance collective face à la direction. « La grève c'est tellement

bien, on est tous ensemble. Faudrait ça tout le temps ! », a même dit un gréviste à cette AG.

Lundi 17 décembre, les grévistes ont choisi d'organiser eux-mêmes leur assemblée générale, ils ont discuté et voté leur liste de revendications. Il était important pour eux de se mettre tous d'accord en débattant collectivement. L'un d'eux a résumé ainsi la situation : « C'est une demi-heure de travail en plus par jour que la direction nous demande de faire sans rémunération supplémentaire ; alors c'est non ! »

Pour le moment, la direction a reçu deux fois des délégations, sans répondre aux exigences des conducteurs. La grève a donc été reconduite de nouveau, avec encore plus de grévistes présents !

Correspondant LO



L'assemblée générale des grévistes du Tram Train.

## Michelin – Cholet : pas question de se laisser licencier en silence

**Jeudi 12 décembre, 600 personnes ont défilé au départ de l'usine Michelin de Cholet pour protester de nouveau contre les 955 licenciements programmés. Parmi elles, près de 200 ouvriers du site – en grève, en débrayage ou en absence indemnisée – tenaient à redire leur colère haut et fort.**

La date du 12 avait été retenue par la CGT, puis Solidaires et la FSU, pour une journée contre les suppressions d'emplois qui se multiplient dans le pays. Les travailleurs en lutte de Michelin Cholet ont donc décidé en assemblée générale de profiter de cet appel pour marquer le coup, et la journée a été une réussite. Dès 11 heures, ils se sont retrouvés au piquet pour accueillir les délégations de salariés Michelin venus de Clermont-Ferrand, Bourges, Montceau ou encore Vannes, où la direction a également

prévu de fermer l'usine. Des travailleurs et des militants du Choletais et d'Angers avaient fait le déplacement, si bien que les discussions ont été nombreuses le midi, autour du barbecue et de la buvette.

Parmi les allocutions, celle du porte-parole du comité de lutte de Michelin Cholet a été spécialement applaudie, car les travailleurs de cette usine, qui depuis le 5 novembre se sont organisés jour et nuit pour résister aux décisions des actionnaires, ont toutes les raisons d'être fiers de leur combat. Ils ont

naturellement pris la tête de la manifestation, derrière leur banderole confectionnée pour l'occasion : « Plus facile de fermer deux usines que de fermer nos gueules ». Portant badges, chasubles et drapeaux de leur comité, tous frappés d'un poing levé, ils ont donné de l'énergie au défilé en reprenant en chœur « Interdiction des licenciements » ou bien encore « 50 ans à nous exploiter, 5 minutes pour nous virer ». Quant au PDG Menegaux, au directeur du site et au DRH, ils ont eu droit à quelques noms d'oiseaux...

Après la manifestation du 8 novembre, ce n'était que la deuxième manifestation à Cholet, et elle a donné le moral aux salariés qui essayent depuis des semaines de faire grandir la protestation. Avant et après



Dans la manifestation du 12 décembre.

le 12 décembre, les visites au piquet de travailleurs venus de Thales, de la SNCF ou d'ailleurs ont continué, et ces soutiens aussi sont des encouragements.

Mardi 17 décembre, jour de l'ouverture des prétendues négociations à Clermont entre direction et syndicats autour du mal nommé « plan d'accompagnement », les travailleurs de Cholet se sont rassemblés par dizaines à l'intérieur de l'usine pour rappeler qu'ils sont toujours déterminés à revendiquer leur dû : 120 000 euros de prime supra-légale et 2 500 euros par année d'ancienneté. Ils

ont dénoncé le refus par Michelin d'accepter tout délégué du comité dans les discussions qui s'ouvrent. Mais ce refus est un genre d'hommage, car il confirme qu'ils dérangent une direction qui voudrait priver des centaines de travailleurs de leur gagne-pain sans la moindre anicroche.

Alors que l'usine va fermer ses portes du 20 décembre au 6 janvier, les projets d'action sont déjà nombreux pour 2025, en particulier se rendre à Vannes pour y appeler les salariés à s'engager avec ceux de Cholet dans une lutte commune.

**Correspondant LO**

## Stellantis : "Poissy, Douvrin, même combat!"



**Mardi 10 décembre, une trentaine de militants du syndicat SUD de Stellantis Poissy se sont rendus à l'usine Stellantis de Douvrin dans le Pas-de-Calais, elle aussi menacée de fermeture.**

Les deux usines, celle d'assemblage à Poissy et celle de fabrication de moteurs à Douvrin, sont dans le viseur de la direction. Dans la lutte à mort entre les constructeurs mondiaux, les actionnaires du groupe Stellantis savent qu'ils ne peuvent améliorer ce qu'ils appellent leur « compétitivité » qu'en s'en prenant aux travailleurs.

À Douvrin, cela fait quelques années que le patron vide peu à peu l'usine. S'il a fait miroiter un reclassement de la plupart des travailleurs dans la nouvelle usine de batteries (AAC), installée juste en face du site, aujourd'hui la réalité est bien moins glorieuse, le nombre d'emplois pourvus

ayant fondu comme neige au soleil.

L'usine de Poissy, où tous les travailleurs sont convaincus qu'aucun nouveau véhicule n'est prévu après l'actuelle Opel Mokka, suit le même chemin que celle de Douvrin.

Il était donc évident, pour les militants les plus combatifs de Poissy, que la première action à entreprendre était d'aller rencontrer les travailleurs de Douvrin, pour discuter avec eux de la nécessité d'agir ensemble contre les projets de la direction. C'est pourquoi cette délégation d'une trentaine de militants SUD a fait la route jusqu'à Douvrin avec un tract titré : « Unissons nos forces pour obtenir

des garanties pour notre avenir! »

Chaleureusement accueillie par les militants de la CGT de Douvrin, la délégation de Poissy a distribué le tract au changement d'équipe, avec sono et drapeaux, en criant ses slogans : « De l'argent, il y en a dans les caisses de Stellantis! Les patrons sont unis, les travailleurs doivent s'unir! Aucune usine ne doit fermer! » Tous les militants de Poissy se sont adressés aux ouvriers de Douvrin, dont beaucoup se sont arrêtés pour rester

discuter parfois longuement. « Nous sommes 2 600 à Poissy, vous êtes plus de 400 à Douvrin », expliquait par exemple un militant, « à 3 000 on représente une force! »

Les nombreuses discussions et l'accueil fraternel des travailleurs de Douvrin ont enthousiasmé les participants à cette première action, qui sont rentrés en région parisienne satisfaits, conscients d'avoir fait un geste important pour l'avenir. Et à Douvrin, ce geste a marqué les esprits dans

les ateliers : un travailleur n'a pas hésité à afficher le tract de Poissy sur sa machine, et dès l'après-midi, les discussions se sont multipliées changeant l'ambiance jusque-là plutôt morne.

Le chemin est sans doute encore long pour que les travailleurs des deux usines arrivent à la nécessité de se battre tous ensemble pour imposer des garanties au patron. Mais cette initiative, qui en appelle d'autres, a donné le moral à tous ceux qui y ont participé.

**Correspondant LO**

## CPF – Itancourt : grève contre la fermeture

Jeudi 12 décembre, de nombreux manifestants se sont retrouvés devant l'usine Céréral Partners France (CPF) d'Itancourt, dans l'Aisne, qui est menacée de fermeture. Des salariés de CPF en grève ont été rejoints par d'autres travailleurs du département.

Cette usine, qui fabrique des céréales pour le petit déjeuner, est l'un des trois sites de deux groupes riches, le suisse Nestlé et l'américain General Mills. CPWorld emploie 4 000 personnes dans quinze usines à travers 130 pays, dont 600

en France.

C'est pour augmenter encore ses marges que le groupe a décidé de se débarrasser de ce site de 230 salariés, privant de salaire des travailleurs et leurs familles.

Depuis des mois, la direction a déjà fortement réduit les volumes traités dans l'usine d'Itancourt et les a transférés sur d'autres sites. Alors, lorsque la direction dit se donner quatre mois pour trouver un repreneur, bien des salariés y voient une manœuvre pour donner le change.

Maintenant la direction tente de faire pression sur les salariés pour que la production sorte, alors qu'elle se prépare à les jeter dehors. Autant dire que cela révolte.

Cette grève et ce rassemblement sont une première réaction des salariés, avec les soutiens qu'ils peuvent trouver dans les autres entreprises de la région qui sont toutes concernées par les attaques du patronat pour faire payer la crise aux travailleurs.

**Correspondant LO**

## Renault-Flins : Hyvia ferme, les travailleurs doivent rester

Il y a trois ans, la direction de Renault avait programmé pour mars 2024 l'arrêt total de la fabrication de voitures dans l'usine de Flins. Elle a cependant maintenu une partie des activités, notamment celles destinées à d'autres sites.

À cette fin, elle a fait venir à Flins plusieurs activités, comme l'échange standard de moteurs et boîtes de vitesses, auparavant traité à l'usine de Choisy-le-Roi, qu'elle a fermée. Dans deux autres bâtiments, refaits à neuf, les travailleurs réparent des voitures d'occasion ou accidentées, activité qui tourne au ralenti. De plus, la direction a installé Hyvia, une co-entreprise Renault et Plug Power, qui fabrique des piles à hydrogène, présentées par le patron comme le carburant du futur.

Il y a trois ans, l'activité Hyvia était, aux dires de la direction, non seulement la clé de l'avenir mais la

promesse d'un millier d'emplois potentiels. Un voyage aux USA était même offert au premier travailleur Renault ayant rejoint Hyvia. On garantissait à ceux qui renonceraient à ce nouveau poste chez Hyvia qu'ils pourraient revenir chez Renault. Des salariés avaient commencé à déménager pour se rapprocher de leur nouveau lieu de travail...

En fait, ledit carburant n'était qu'une pompe à subventions publiques. L'activité n'a jamais vraiment démarré et Renault a tenté ainsi de vendre du rêve aux salariés qui n'allaient plus fabriquer de voitures. Aujourd'hui, Hyvia emploie en tout et pour tout

une centaine d'ingénieurs dans son établissement de Villiers-Saint-Frédéric dans les Yvelines et, dans l'usine de Flins, une vingtaine d'ouvriers et autant d'ingénieurs.

Or le 28 novembre, la direction de Renault-Flins a annoncé en réunion de CSE que, conjointement avec celle d'Hyvia, elle avait décidé d'arrêter la production et se débarrassait de tous les salariés employés sur cette activité. Hyvia les licencie et Renault a déjà prévenu que, contrairement à ses promesses, ils ne seraient repris qu'au cas par cas, selon les profils, après rédaction d'un CV. Être salarié dans l'usine de Flins, et se voir obligé d'y présenter un CV, c'est bien un comble !

Les travailleurs d'Hyvia ne l'entendent pas de cette oreille et veulent retrouver dans l'usine de Flins un poste qui leur convienne, ou à défaut, obtenir des deux directions l'arbitrage un maximum de garanties de départ. Leurs camarades des autres secteurs sont d'autant plus solidaires de leur volonté de ne pas se laisser faire qu'ils se demandent ce que les patrons fermeront demain dans l'usine, après Hyvia. À plus de deux mille sur place, bien conscients des milliards accumulés par Renault et ses actionnaires, les travailleurs devront faire face à l'offensive patronale pour sauver leur salaire et leur emploi.

Correspondant LO



Les travailleurs de Valeo mobilisés.

## Valeo - Isère : les travailleurs maintiennent la pression

Jeudi 12 décembre, comme dans beaucoup d'entreprises frappées par des licenciements dans le pays, les salariés de Valeo à Saint-Quentin-Fallavier, en Isère, ont débrayé toute la journée avec un piquet de grève convivial et motivé malgré le froid.

Une cinquantaine de travailleurs ont pu discuter de la situation, soutenus par autant de militants des environs. Les grévistes sont conscients que la vague d'attaques de la part des patrons touche tous les secteurs et tous les travailleurs, notamment des entreprises proches de la leur, comme Photowatt et TeamTex-Logiplast dans le Nord-Isère. La direction avait appelé le service R&D et les bureaux à télétravailler, mais une partie a préféré faire grève et rejoindre les collègues devant le site ! La venue de la presse, d'une brochette de députés LFI et de militants ouvriers de diverses organisations, dont Lutte ouvrière, a été appréciée par les grévistes. En particulier la dénonciation de l'argent

public touché par Valeo ou la responsabilité des gros actionnaires comme Dassault, 6<sup>e</sup> fortune du pays, a fait mouche.

Les perspectives pour le retour après les fêtes ont été abordées dans des discussions en petits groupes : démarches légales aux prud'hommes (avec la venue de leur avocat sur le piquet), maintien de la pression par des journées de mobilisation ou lancement d'une vraie grève. Tous les travailleurs sont satisfaits de cette journée, dont une minorité bien consciente qu'il faudra une véritable grève pour obtenir une indemnité de licenciement élevée. Il restera à y entraîner les collègues avant les premiers départs au printemps 2025.

Correspondant LO



## Iveco Bus - Annonay : les patrons font monter la tension

Iveco a enregistré des milliers de commandes de bus électriques pour des collectivités. À l'usine d'Annonay, en Ardèche, une nouvelle ligne de montage a été construite dans la précipitation pour produire jusqu'à 3 000 véhicules par an, en recourant massivement à des travailleurs en intérim.

Depuis six mois, tout se fait dans la précipitation. Pas de formation, pas de plan de montage, pas de pièces, et même pas de place de parking à l'embauche. Les salaires sont bas, autour de 1 500 euros, avec très peu d'embauches en CDI, et rien n'est prévu pour accueillir ni former correctement les nouveaux. Les heures supplémentaires obligatoires ne

sont pas payées mais mises sur un compteur jusqu'en fin d'année. En cas de chômage technique dû à des manques de pièces, ces heures sont volées. Alors beaucoup d'intérimaires ne restent pas.

Le manque de préparation et la désorganisation provoquent des accidents et des tensions. À ceux qui craignent pour leur sécurité et signalent des

manquements, la direction réplique par des menaces et des sanctions. Les intérimaires sont mis en fin de mission à la moindre remarque. Un ouvrier embauché a reçu plusieurs jours de mise à pied suite à une altercation avec un provocateur notoire protégé par la hiérarchie, malgré une mobilisation et le témoignage de ses collègues en sa faveur. Un autre a été injustement accusé de vol - dans une poubelle ! - et mis à pied. Cela quelques heures à peine après un coup de colère dans l'atelier pour le paiement des heures supplémentaires. L'ambiance

tendue a aussi provoqué des bagarres entre ouvriers, dont une au couteau qui a beaucoup choqué. Certains n'étaient malheureusement pas surpris, dans cette ambiance, que ce type de drame finisse par se produire.

En réponse, la hiérarchie s'en prend aux intérimaires, accusés d'être responsables des tensions. Mais le seul responsable est le patron ! Et alors que les bus sortent souvent incomplets des lignes de montage, la direction impose le passage en 2x8 dès janvier pour continuer la montée en cadence. Cela ne pourra qu'aggraver encore la situation.

Un site qui tourne à plein régime et des carnets de commandes pleins... en apparence, la situation contraste avec d'autres usines automobiles. Mais l'offensive patronale y est tout aussi féroce. Quelques réactions collectives dans certains ateliers montrent cependant que les attaques et les divisions ne passent pas toujours. Cette période où le patron a besoin de main-d'œuvre peut aussi être favorable à l'organisation des travailleurs, en opposant un front uni à ses manœuvres.

Correspondant LO

## La Poste – Paris Brune : un licenciement qui ne passe pas

Suite à la décision nationale de mettre fin à toutes les missions d'intérimaires, des milliers d'entre eux ont brutalement perdu leur travail à La Poste. Mais à Paris Brune, qui regroupe 400 postiers de trois arrondissements parisiens (5<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>), la direction est tombée sur un os.

Même si une partie des collègues intérimaires a pu continuer à travailler en acceptant de le faire avec des contrats à durée déterminée, une autre a été « remerciée » sans autre forme de procès. Dès lundi 9 décembre, les conséquences se sont fait sentir. Des chauffeurs ont constaté l'absence d'un collègue intérimaire, encore parmi eux le samedi précédent. Situation d'autant plus absurde aux yeux de tous que, ce jour-là, la ligne chargée

de Chronopost qu'il aurait dû livrer n'a pu être faite. De même, à la préparation des tournées, les trieurs déploreraient l'absence de plusieurs intérimaires alors qu'ils sont déjà en sous-effectif. Les collègues de l'après-midi, quant à eux, se retrouvaient avec quatre chauffeurs et un manutentionnaire en moins...

Mais c'est le lendemain que la direction a fait déborder le vase. En effet, mardi 10 décembre, à l'heure où les facteurs

partent en tournée, une responsable d'une agence intérim est venue trouver une collègue sur sa position de travail. Celle-ci, CDI intérimaire depuis neuf ans et à qui La Poste refuse le CDI sous le prétexte mensonger qu'elle n'est pas titulaire du permis de conduire, a ainsi eu la mauvaise nouvelle de sa fin de mission à La Poste.

Sous le choc, cette préparatrice de tournée, connue et appréciée de tous, s'est effondrée en larmes devant ses collègues écœurés. Aussitôt, il a été décidé d'un débrayage pour le lendemain matin à la première heure. Le bouche à oreille et les portables ont fait leur œuvre et ce jour-là, à la prise de service,



préparateurs, chauffeurs et facteurs des trois arrondissements se sont rassemblés. Une première prise de parole, se concluant par « si elle ne travaille pas, nous ne travaillons pas » a été approuvée par une salve d'applaudissements. D'autres prises de parole de permanents syndicaux ont suivi, applaudies également.

Le directeur a fini par sortir de son bureau et, sentant la situation explosive, il a préféré reculer

immédiatement. Feignant ne pas être au courant de ce licenciement et en faisant porter le chapeau à l'agence d'intérim, qui aurait dit n'importe quoi, il a prolongé la mission de la travailleuse concernée.

Évidemment, le numéro d'Actor's Studio du directeur n'a convaincu personne. Mais c'est soulagés et fiers de leur solidarité que les postiers de Paris Brune ont repris le travail.

Correspondant LO

## La Poste – Beauvais : des colis par-dessus la tête!

À l'approche des fêtes de fin d'année, les postiers croulent sous les colis. Les tournées comptant ordinairement de 120 à 150 colis par jour passent à plus de 180 et franchissent même la barre des 200.

La Poste ayant donné l'ordre de ne plus employer d'intérimaires, les chefs ont trouvé la solution : « Soyons solidaires », répètent-ils. Ils poussent à faire des heures supplémentaires, et sont même

prêts, pour une fois, à les payer ! Et les voilà, y compris des membres de la direction, quittant leurs bureaux et faisant eux-mêmes des tournées.

Libre à eux de se croire obligés d'être solidaires de

La Poste et de ses centaines de millions de bénéficiaires, mais ce n'est pas le cas de la plus grande partie des facteurs qui ont choisi de faire leurs heures, un point c'est tout ! C'est la meilleure manière d'être solidaires... des intérimaires qui ne demanderaient qu'à travailler.

Mais même les heures supplémentaires, même

les chefs en tournée ne suffisent pas à éponger le trop-plein de colis. Alors, pour que les postiers se concentrent sur les paquets, la direction laisse en souffrance des tournées courrier. Et tant pis pour les tournées à découvert, avec les abonnements journaliers, les lettres suivies, les dizaines de recommandés quotidiens par tournée,

les courriers importants. Oubliés, la qualité de service, le client qui se profile derrière chaque lettre ! Aux usagers qui attendent depuis sept jours ou qui espèrent un dossier important de l'hôpital, la direction répond, se croyant fine : « Il y a des grèves » Cela finira par devenir une réalité !

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Syrie-Liban-Gaza : L'État israélien mène une guerre tous azimuts

**Profitant de la situation de vide gouvernemental créée par la chute de Bachar Al-Assad, le gouvernement Netanyahu a lancé une campagne militaire visant à détruire totalement ce qu'il reste de l'armée syrienne.**

En une semaine, l'aviation israélienne aurait mené plus de 500 bombardements, tirant plus de 2 000 missiles contre des dépôts d'équipements militaires, visant la marine, les arsenaux chimiques et les bases de défense antiaérienne.

Le ministre israélien de la Défense, Israël Katz,

a ordonné vendredi 13 décembre à son armée de « se préparer à rester » tout l'hiver dans la zone tampon entre Israël et la Syrie, sur le sommet du plateau du Golan, où se trouve une force de l'ONU. Officiellement, cette occupation est présentée comme provisoire et destinée exclusivement

à garantir la sécurité d'Israël. Mais quel crédit accorder à ces déclarations ? Au lendemain de la guerre des Six-Jours de 1967, l'occupation du plateau du Golan avait elle aussi été présentée comme provisoire avant que le Parlement israélien finisse par voter son annexion en 1981. Aujourd'hui, plus de 30 000 colons israéliens y sont installés et le gouvernement de Netanyahu vient de décider, dimanche 15 décembre, le doublement de ce nombre.

Au Liban, alors qu'un cessez-le-feu est censé être en vigueur depuis le 27 novembre, ses violations par l'armée israélienne se comptent par centaines. Son aviation et ses drones continuent de bombarder le sud du Liban et ses soldats se livrent à des dynamitages de maisons dans des villages frontaliers.

Dans la bande de Gaza, la guerre se poursuit, sans autre objectif que de tuer le plus de Palestiniens possible, de les épuiser par la famine, la maladie et en les contraignant à fuir continuellement. D'après un bilan du ministère gazaoui de la Santé établi mardi 17 décembre, plus de 45 000 Palestiniens auraient trouvé la mort depuis le début de la guerre. Dans le nord de l'enclave, des bombardements ont visé les rares immeubles qui n'avaient pas encore été détruits, ainsi que l'hôpital Kamal-Adwan, un des seuls qui accueillent encore des patients malgré une panne totale de courant et une grave pénurie de fournitures médicales et de médicaments. Dans le sud, à Rafah, près de la frontière avec l'Égypte, les chars israéliens ont avancé vers Al-Mawasi, censée être une zone humanitaire, tirant en direction

de dizaines de familles pour les forcer à fuir vers le nord.

Alors que des négociations en vue d'une trêve ont repris à Doha, au Qatar, le ministre israélien de la Défense a déclaré, le 17 décembre, qu'Israël entendait conserver une « liberté d'action totale » dans la bande de Gaza à l'issue de la guerre. On peut être certain que les grandes puissances occidentales n'y feront pas obstacle. Au contraire, la politique guerrière de l'État israélien sert leurs intérêts, dans la mesure où il assume ainsi le rôle de pilier de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Il est à souhaiter que les milliers d'Israéliens qui ont encore manifesté samedi 12 décembre trouveront le moyen de s'opposer à une telle politique qui les condamne à vivre un état de guerre permanent. Aucune paix ne sera possible sans la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens. La seule perspective d'espoir pour les peuples du Moyen-Orient réside dans une lutte commune contre toutes les formes d'oppression et de division que les puissances impérialistes n'ont cessé d'alimenter pour asseoir leur domination dans cette région.

Marc Rémy



Après un bombardement israélien à Nuseirat, au centre de la bande de Gaza, le 11 décembre.

## La CMA CGM et l'État : un amour indéfectible

**L'armateur CMA CGM a recruté depuis 2021 une dizaine d'anciens conseillers ministériels. Son directeur financier, Ramon Fernandez, est un ex-directeur du Trésor et un ancien numéro deux d'Orange. La directrice du cabinet du PDG du groupe Rodolphe Saadé, Camille Andrieu, est une ancienne magistrate à la Cour des comptes. Et ce ne sont là que deux exemples parmi des dizaines.**

Le cas de la CMA CGM est banal, près de la moitié des dirigeants du CAC 40 est passée par la haute fonction dite publique d'après l'Observatoire des multinationales. Cela n'en demeure pas moins un exemple instructif. À l'origine du trust, il y a le bradage en 1996 de la Compagnie générale maritime (CGM). Juste avant sa privatisation, le gouvernement Juppé avait renfloué cette entreprise d'État à hauteur de 3,3 milliards de francs, pour ensuite la céder pour... 20 petits millions de

francs à la CMA de Jacques Saadé, le père de Rodolphe. Celui-ci était très proche du RPR et de son chef, Chirac : la connexion entre l'entreprise et l'État ne date donc pas d'hier.

En 2004, le gouvernement fit un autre cadeau au géant des mers, en permettant que les compagnies maritimes n'aient plus à payer l'impôt sur les sociétés mais soient imposées sur le tonnage de leurs navires. Sur la seule année 2023, cette niche fiscale a fait gagner la bagatelle de 5,6 milliards

aux armateurs, CMA CGM en tête. Bien entendu, pour tout cela, les relais au sein des ministères sont bienvenus. Dominique Bussereau, le secrétaire d'État à la mer qui fit adopter cette taxe en 2004, est, depuis 2013, membre du conseil d'administration de CMA CGM.

Pourtant, bien des instances, telles que la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, parlent régulièrement de « conflits d'intérêts », comme si l'État avait un intérêt propre et distinct de celui de la bourgeoisie. Mais, comme on voit, cela ne sert pas à grand-chose, sinon à maintenir la fameuse idée d'un prétendu « intérêt général », autrement dit à nier la division de la société en classes aux intérêts opposés.

Thomas Baumer

## Mort d'un PDG : ne tirez pas sur le capitaliste !

Luigi Mangione, accusé d'avoir tué, le 4 décembre dernier à New York, Brian Thompson, le PDG du géant de l'assurance médicale United HealthCare, est devenu, en quelques jours, un héros pour des millions de femmes et d'hommes. Les réseaux sociaux regorgent de propos comme « ces parasites l'ont bien cherché ». Des cagnottes de soutien à Mangione se sont remplies. Et jusqu'en Italie, Mangione est devenu un Robin des Bois des temps modernes.

Le 11 décembre, notre camarade Nathalie Arthaud a aussi commenté cette affaire dans un tweet disant : « L'assassinat de ce PDG a mis en lumière la politique criminelle des assurances qui pour le profit condamnent à mort des milliers de malades aux USA en refusant

de prendre en charge leurs soins. » Elle ajoutait : « Mais pour abattre ce système, il faudra plus que l'acte d'un justicier individuel. » Cela a suffi à outrager des journalistes bien-pensants, du *Parisien-Aujourd'hui en France* au *Point*, en passant par BFMTV.

Pourtant, ces différents médias s'intéressent assez rarement aux propos de notre porte-parole. Mais au-delà du fait, ils semblent exaspérés par l'écho qu'a rencontré le geste de Luigi Mangione. Le rôle des médias aux ordres est bien de veiller à ce que les pauvres acceptent les violences à bas bruit du capitalisme, et surtout ne répondent pas eux-mêmes par la violence, fût-elle individuelle et désespérée.

Michel Bondelet